



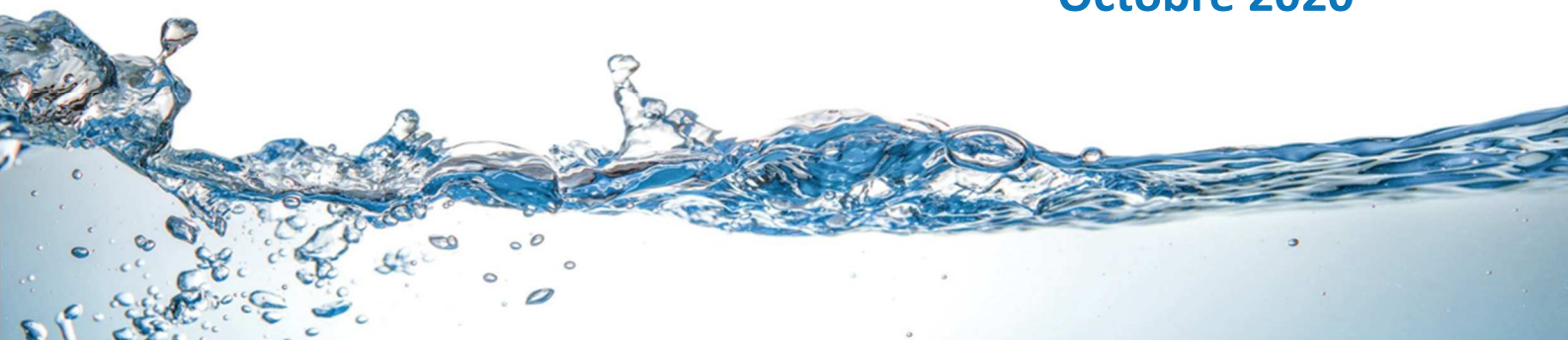
Service Eau publique

Commune de Saint Bonnet Lès Allier

**Mise à jour de l'Etude de zonage
d'Assainissement**

Notice explicative

Octobre 2020



Sommaire

1	INTRODUCTION	3
2	OBJECTIF DE L'ETUDE	4
3	DONNEES SUR LA COMMUNE DE SAINT BONNET ES ALLIER	5
3.1	Situation géographique et démographique	5
3.2	Captage AEP	5
3.3	ZNIEFF	5
3.4	Urbanisme	6
3.5	Exploitation agricole ICPE	6
4	ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF ACTUEL	7
4.1	Réseaux existants	7
4.2	Stations d'épuration	8
4.3	Assainissement Non Collectif	9
4.3.1	Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif	9
4.3.2	Définition des catégories utilisées	10
4.3.3	Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement en 2019 :	12
4.3.4	Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune de Saint-Bonnet Es Allier :	13
4.3.5	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	14
5	ETUDE DES SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	15
5.1	Nouveaux assainissements collectifs	15
5.1.1	Etat des lieux de l'assainissement actuel du Bourg	15
5.1.2	Préconisations	15
5.1.3	Choix de la Municipalité	15
6	CONCLUSION	16
6.1	Assainissement collectif actuel	16
6.2	Assainissement non collectif	16

1 Introduction

La commune de Saint Bonnet Lès Allier se situe sur la communauté de communes de Billom Communautés. En 2015 et avant leur fusion les deux communautés de communes Billom Saint-Dier / Vallée du Jauron et de Mur-ès-Allier ont lancé l'élaboration d'un PLU Communautaire valant pour Programme Local de l'Habitat.

Après quatre années de travail, le PLUH a été approuvé. Dans cette démarche les services instructeurs ont demandés à Billom Communauté de mettre à jour chaque zonage assainissement des communes.

La commune de Saint Bonnet Lès Allier a intégré le SIAREC, créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement des communes de Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Lès Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malintrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux. Elle a délégué sa compétence assainissement au SIAREC en 2009.

Elle possède un zonage d'assainissement en date de Février 2008.

2 Objectif de l'étude

Cette étude vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (décret du 3 Juin 1994) qui précise en particulier que chaque commune doit délimiter :

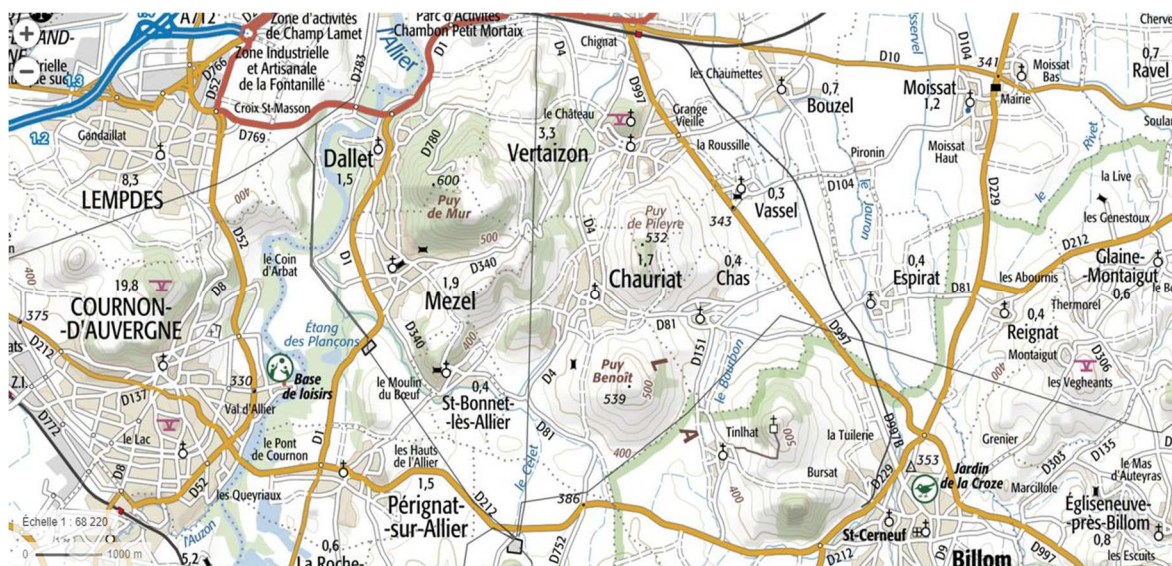
- Des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien.

Ce rapport présente une synthèse, de l'étude réalisée en 2008, des travaux entrepris depuis, et des contrôles effectués par le SPANC, afin d'aider la municipalité dans le choix des modes d'assainissement à retenir pour chaque village.

3 Données sur la commune de Saint Bonnet Lès Allier

3.1 Situation géographique et démographique

La commune de Saint Bonnet Lès Allier fait partie de la Communautés de communes Billom Communauté.



Population	Saint Bonnet Lès Allier (63325)
Population en 2017	427
Densité de la population (nombre d'habitants au km ²) en 2017	282,8
Superficie (en km ²)	1,5
Nombre de ménages en 2017	168
Nombre de logements	178

3.2 Captage AEP

Aucun captage utilisé pour l'alimentation en eau potable n'est existant sur la commune.

3.3 ZNIEFF

Une ZNIEFF est présente sur la commune. Le ZNIEFF des côteaux de Saint-Bonnet est consultable en annexe n°1.

3.4 Urbanisme

Un SCOT est existant sur le Grand Clermont. La commune de Saint Bonnet Lès Allier et Billom Communauté en fait partie.

Un PLU-H en date d'octobre 2019 est existant sur Billom Communauté.

La Loi Montagne ne s'applique pas sur cette zone d'étude.

Les zones constructibles et non constructibles sur Saint Bonnet Lès Allier sont identifiées. Le PLU-H encadrent le type de constructions autorisées.

Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune.

L'activité agricole devra être conservée en priorité.

L'urbanisation de terre agricole ne sera pas possible excepté dans les cas suivants :

- la construction ou l'installation est nécessaire à l'exploitation agricole,
- les parcelles concernées présentent une faible valeur agricole de par leur déclivité forte et sont d'une faible valeur agronomique.

Afin de satisfaire cette exigence de compatibilité, les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard devront être classés en zones agricole (A) ou naturelle (N) des PLU et dans les secteurs non constructibles des cartes communales. Cependant, ces espaces pourront accueillir certaines constructions si ces dernières sont compatibles avec les exigences de préservation.

3.5 Exploitation agricole ICPE

Aucune exploitation agricole n'est classée.

4 Assainissement collectif et Non Collectif Actuel

4.1 Réseaux existants

En 2008, un zonage assainissement a été établi par le bureau d'Etude SAFEGE. Sur ce document, une carte de zonage a été établie. Un tracé définit le bourg en assainissement collectif. Une maison isolée en limite de la commune de Mezel (parcelle OC 210) est raccordée au réseau syndical. Deux autres secteurs sont définis en autonomes : Le Château et le sud du Bourg composé d'une exploitation agricole sur la Borie, du Moulin et d'un chenil.

Le réseau d'eaux usées est unitaire dans le bourg et séparatif dans le lotissement au nord-est du bourg et dans les quelques maisons du sud-ouest du bourg. Le réseau syndical achemine les eaux usées à la station de traitement des eaux usées de la Madeleine à Pont du Château.

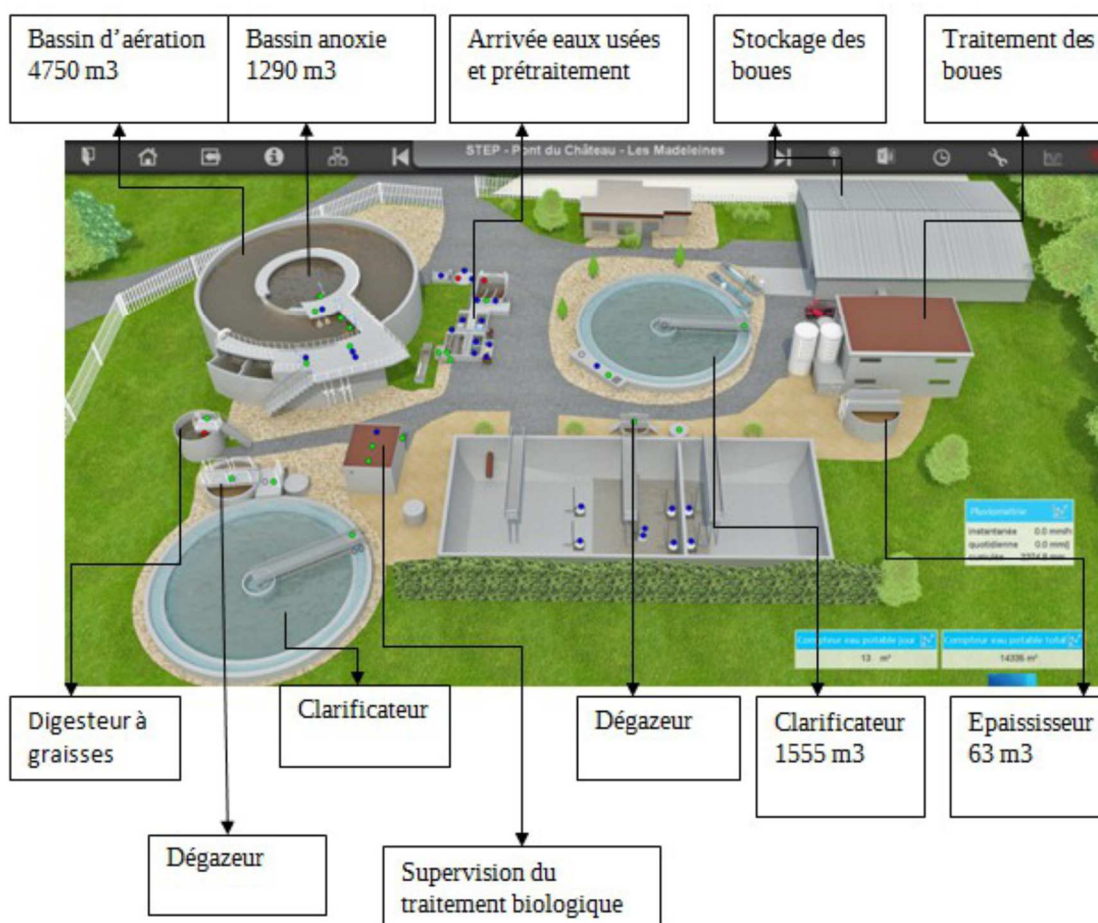
Le tableau suivant reprend l'inventaire des ouvrages existants (Septembre 2020) sur la commune :

Etat des lieux des ouvrages existants Saint Bonnet Lès Allier	
Réseau eaux usées strictes	3 206 ml
Réseau eaux pluviales	2 290 ml
Réseau unitaire	577 ml
Grille et avaloir	78
Regard de visite	109
Déversoir d'orage	3

4.2 Stations d'épuration

Le réseau syndical achemine les eaux usées à la station de traitement des eaux usées de la Madeleine à Pont du Château. Cette station a une capacité de 30 000 EH et des travaux de réhabilitation ont été réalisés en 2004.

Synoptique de la STEP de la Madeleine



4.3 Assainissement Non Collectif

4.3.1 Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif

Depuis la loi du 3 janvier 1992, pour la première fois dans le droit français, les usagers qui ne sont pas raccordables au réseau d'assainissement collectif doivent se munir d'un dispositif permettant de traiter leurs eaux usées aussi efficacement que possible. Dans ce cadre, l'arrêté du 6 mai 1996 met en avant l'utilisation des techniques d'épuration par épandage souterrain.

La nouvelle législation oblige les collectivités à réaliser le contrôle technique des systèmes d'assainissement autonome situés sur leur territoire. Elle comprend la vérification technique de la conception et de la réalisation des installations nouvelles ou réhabilitées et la vérification périodique du bon fonctionnement des installations existantes.

Le règlement permet également aux communes d'en prendre en charge l'entretien (vidange des fosses).

Cette réglementation implique donc la création par les communes d'un Service Public de gestion pour l'Assainissement Non Collectif (SPANC) indépendant du service de gestion pour l'assainissement collectif et qui devra être mis en place avant le 31 décembre 2005. Les collectivités ou leur regroupement délimitent après enquête publique les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des différents dispositifs d'assainissement.

La commune de Saint Bonnet Lès Allier a décidé de confier sa compétence assainissement au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC). Le SIAREC a été créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement par Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Lès Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malintrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux. La compétence ANC est arrivée au SIAREC en 2006 et la collecte des EU sur les communes est arrivée le 1^{er} Janvier 2009.

Deux principaux arrêtés régissent la réglementation :

- **L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Ce texte concerne le contrôle des installations neuves ou réhabilitées et reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996, tout en permettant l'agrément de nouveaux dispositifs de traitement. Les agréments de dispositifs par les ministères en charge de la santé et de l'écologie sont publiés au journal officiel.

- **L'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce texte concerne la mission de contrôle des installations existantes par la commune.

La détermination des habitations à visiter s'est faite à partir des fichiers d'abonnés au service de l'eau ne payant pas de taxe d'assainissement collectif. Un certain nombre de ces compteurs desservent soit des champs ou des bâtiments agricoles (compteurs agricoles) soit des maisons en ruine. Lors du passage des techniciens en charge du contrôle, ces habitations ou compteurs seuls sont décomptés des installations d'assainissement autonome présentes sur les communes.

4.3.2 Définition des catégories utilisées

Plusieurs catégories sont définies pour apprécier l'état des installations :

- **Les installations conformes** : elles satisfont en tout point à la norme (Arrêté du 7 septembre 2009) qui ont été suivies et contrôlées par le service.
- **Les installations acceptables** : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).
Ce sont des installations qui fonctionnent correctement le jour de la visite du service.
- **Les installations non-conformes incomplètes* ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** hors zone à enjeu sanitaire* ou environnemental*.

Travaux de mise en conformité en cas de vente sous un an

- **Les installations non-conformes présentant un danger pour la santé des personnes** : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :
 - a) Installation présentant :
 - soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;
 - soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;
 - b) Installation incomplète* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire
 - c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.
- **Les installations non-conformes présentant un risque environnemental avéré : Installation incomplète*** ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu environnemental

Travaux obligatoires sous quatre ans et sous un an en cas de vente

- **En cas d'absence d'installation** :

Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais et sous un an en cas de vente.

***« Installation incomplète » :**

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;
- pour les installations agréées au titre de [l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009](#) modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

*** « Zone à enjeu sanitaire » :** une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

*** « Zones à enjeu environnemental » :** les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau.

4.3.3 Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement en 2019 :

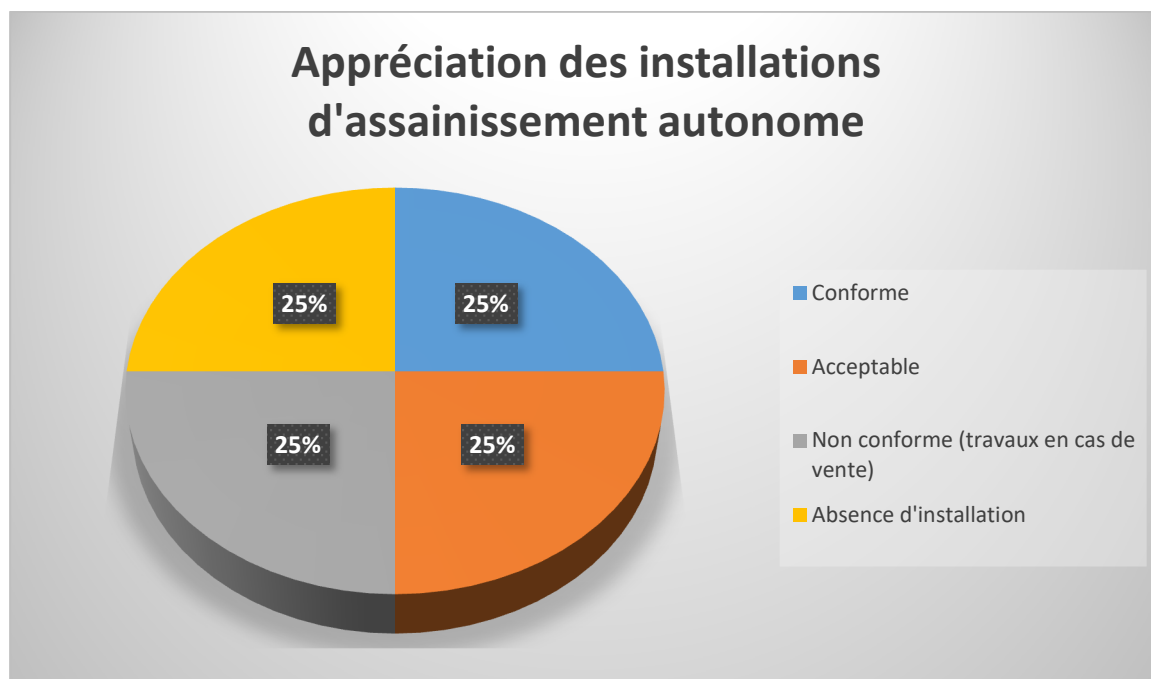
Tableau 1	Bilan récapitulatif des installations de la commune de St Bonnet 2019
Nombre d'abonnés possédant un système d'assainissement non collectif	4
Nombre d'abonnés raccordé à un réseau d'assainissement collectif	180
Nombre d'abonnés sans rejets d'eaux usées (Agricole, jardin, garage)	12
Total	196
Visites faites avant rapport (neuf/vente)	0
Visites faites	4
Maison non habitée (construction en cours ou inoccupée)	0
Nombre de refus de visite ou d'avis de passage resté sans réponse	0
Total	4

Parmi les 4 habitations possèdent un système d'assainissement autonome :

- 100 % des installations ont été contrôlées à ce jour.
- Aucune installation d'assainissement non collectif n'est en cours de réalisation.

4.3.4 Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune de Saint-Bonnet Lès Allier :

Le graphique ci-dessous présente le bilan des installations d'assainissement autonome réalisées sur la commune en 2012. Certains dispositifs de traitement ont pu être modifié depuis.



- Une (1) installations est classée comme : « **conforme** » à la réglementation. Elle est récente et elle a été suivie et contrôlée par le service lors de la mise en place.
- Une (1) installation est classée comme : « **acceptable** ». Elle concerne des particuliers qui ont du terrain pour épandre leurs eaux. En général, ces installations sont composées d'une fosse en prétraitement et d'un bac à graisse pour recevoir les eaux ménagères suivi d'un épandage fonctionnant correctement lors de la visite.
- Une (1) installation est classée comme : « **non-conforme sous dimensionnée et/ou incomplète et/ou présentant des dysfonctionnements majeurs** ». Celle-ci ne prétraite pas ses eaux ménagères et/ou ne traite pas ses eaux en sortie de fosse. Cette installation présente peu de dangers pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement.
- Une (1) installation n'a aucun système d'assainissement : « **absence d'installation** ».

Ces installations devront être réhabilitées [lors de la vente des habitations.](#)

- Aucune (0) installation n'est classée comme : **non-conforme représentant un danger pour la santé des personnes**. Elles concernent les particuliers rejetant leurs eaux usées, sans prétraitement et/ou traitement dans le domaine public et/ou privé.

Ces installations devront être réhabilitées *sous quatre ans* afin de cesser les nuisances.

- Une (1) installation n'a aucun système d'assainissement.

Ces installations devront être réhabilitées dans les meilleurs délais.

4.3.5 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

D'après l'étude de Zonage d'Assainissement de la commune en 2008, la nature du sol présente quelques contraintes pour la dispersion et l'épuration des eaux usées domestiques. Le niveau de l'eau dans le sol est proche du terrain naturel et sous la terre végétale se trouve des marnes calcaires collante.

Le dispositif d'assainissement autonome préconisé est de type **filtre à sable avec drainage**.

5 Etude des scénarios d'assainissement collectif

Les tracés des conduites et les estimations financières présentés dans ce chapitre devront être précisés et redéfinis lors d'études d'avant-projet avant réalisation.

Les coûts des projets d'assainissement collectif sont indiqués hors frais annexes (Maîtrise d'œuvre, achat de parcelles, frais annexes de contrôle des travaux, études de sol...).

5.1 Nouveaux assainissements collectifs

5.1.1 Etat des lieux de l'assainissement actuel du Bourg

L'ensemble du Bourg de Saint Bonnet est desservi par un réseau d'eaux usées séparatifs ou unitaire.

Aucun projet de lotissement n'est prévu sur ce secteur.

5.1.2 Préconisations

Les projets d'urbanisation se situant dans des parcelles toutes proches d'un réseau de collecte d'eau usée, le choix d'un assainissement collectif est donc prioritaire.

Le bourg et la maison isolé sont déjà raccordés au réseau collectif.

Les deux autres secteurs (le Château et le sud du bourg) ne sont pas raccordés et sont composés de maisons ou bâtiments isolés. Garder ces secteurs en assainissement autonome est donc judicieux.

5.1.3 Choix de la Municipalité

La Municipalité a décidé de valider ces préconisations.

6 Conclusion

Les modes d'assainissement retenus par la municipalité sont les suivants (cf carte de Zonage d'Assainissement) :

6.1 Assainissement collectif actuel

Le Bourg et sa proche périphérie possèdent un réseau d'assainissement et seront considérés comme en assainissement collectif. La maison sur la parcelle OC 210 est raccordé au réseau collectif.

6.2 Assainissement non collectif

Par défaut toutes les habitations isolées et situées en dehors du Bourg relèvent de l'assainissement autonome sont en assainissement non collectif.

Ainsi la liste suivante sera soumise à l'assainissement autonome : le Château, le chenil, le moulin et la ferme de la Borie.



SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Parc Européen d'Entreprises
Rue Richard Wagner
BP 60030
63201 RIOM cedex

Tel : 04 73 15 38 38
Email : contact@semerap.fr

